

Lutte de classe

Pourquoi vouloir faire croire le contraire monsieur Gluckstein ?

Je vous propose une lecture critique de l'éditorial d'*Informations ouvrières* de cette semaine, rédigé par le secrétaire national du PT, et intitulé *Le voyage de Bruxelles...* Ne vous marrez pas, c'est la destination fétiche de Gluckstein et Schivardi.

Je sais ce que vous allez me dire : toujours le même refrain, ce n'est pas intéressant, etc. Vous avez raison en partie, on pourrait apparemment s'en lasser avant lui comme nombre de militants du PT d'ailleurs, mais notre détermination à combattre la ligne politique révisionniste du PT demande du temps et de la persévérance, pas particulièrement pour détruire le PT, mais simplement pour favoriser le regroupement de l'avant-garde sur une analyse positive correcte, condition sine qua non pour construire le parti. La preuve, j'ai reçu hier après-midi un courriel d'un militant du PT, ex-PCF, qui m'a écrit avoir enfin compris un an après avoir adhéré au PT que ce parti n'était pas vraiment le parti qu'il croyait. Il y en a à qui il a fallu des décennies, vaut mieux tard que jamais, personne n'est parfait.

Mes commentaires et remarques figurent en bleue.

« *A en croire médias et commentateurs, le président Sarkozy serait en passe de devenir un « hyper-président », omniprésent, décidé à tout régir. »*

Président de la République, il détient plus de pouvoir qu'aucun autre chef d'État en Europe de part la constitution. Il désigne le Premier ministre et forme le gouvernement, préside le conseil des ministres, signe les textes de loi et les traités internationaux, il est le chef des armées et il peut dissoudre l'Assemblée nationale quand bon lui semble, etc. Pour tout dire, il n'est pas « *en passe de devenir un « hyper-président »* », puisqu'il est déjà à la fois le sommet, le pilier et le garant du bon fonctionnement des institutions de la Ve République forgée sur mesure par De Gaulle en 1958, qu'il incarne à lui tout seul. Alors pourquoi vouloir faire croire le contraire monsieur Gluckstein ?

« *Ce 9 juillet, pourtant, il a fait le voyage de Bruxelles pour obtenir l'aval des vrais décideurs pour sa politique économique. »*

A ma connaissance, le seul vrai décideur de par la Constitution de la Ve République toujours en vigueur dans ce pays, c'est le Président de la République et non monsieur Barroso. Pourquoi vouloir faire croire le contraire monsieur Gluckstein ? Quels intérêts défendez-vous réellement ?

(...)

« *La presse fait mine de s'émerveiller de l'habileté avec laquelle le président français aurait « convaincu » ses interlocuteurs.*

A vrai dire, on ne voit pas pourquoi ces derniers auraient rechigné. « Nous sommes contents de voir la France s'engager dans une phase de réformes substantielles », a ainsi déclaré Jean-Claude Juncker, Premier ministre luxembourgeois et président de l'Eurogroupe, ajoutant : « La France est sortie de l'immobilisme. C'est une bonne nouvelle. » »

Ce que ne vous dit pas Gluckstein et qu'a rapporté le correspondant à Bruxelles de l'AFP (9 juin 22h05), c'est que « *le président français Nicolas Sarkozy a rassuré les ministres des Finances de la zone euro, qui l'avaient accueilli froidement, en leur présentant lundi soir à Bruxelles son programme économique et budgétaire.* » Tiens donc ! Les choses ne se seraient pas passées exactement comme Gluckstein les a décrites dans son éditorial, il aurait encore gardé une partie de l'information par-devers lui pour pouvoir justifier sa ligne politique opportuniste ? Une mauvaise habitude.

Sarkozy avait commencé par demander à ses partenaires européens de lui « *donner du temps* » pour réformer son pays et ramener à l'équilibre ses finances publiques. Alors que les chefs d'État de la zone euro se sont fixés 2010 comme date butoir pour ramener leur déficit public à zéro, Sarkozy est

venu demander deux ans de plus pour y arriver, rompant la promesse du précédent gouvernement français, rapporte le correspondant de l'AFP. Voilà qui fait désordre. Et pourquoi lui faudrait-il deux années supplémentaires pour parvenir à cet objectif : parce qu'il ne peut pas prendre le risque d'affronter directement le prolétariat sur tous les fronts sans déclencher une explosion sociale, même en bénéficiant du soutien du PS et du PCF et de l'ensemble des dirigeants syndicaux. Rien ne dit qu'elle se produira dans les semaines ou mois à venir, mais le doute persiste au sommet de l'Etat. Or ne faut-il pas exploiter la moindre faille chez l'ennemi ? Gluckstein en a cure, ce n'est pas son problème, il a l'esprit ailleurs... à Bruxelles !

Bien entendu, puisqu'il n'a pas renié l'objectif de ramené le déficit public à zéro du PIB, il a reçu les félicitations du président de l'Eurogroupe, M. Juncker, qui s'est exclamé : « *Nous disons oui à ce programme ambitieux de réformes structurelles en France* », car « *Il n'y a donc pas de stop et pas d'arrêt général à la consolidation budgétaire en France* ». C'était la moindre des choses, n'est-ce pas ?

Donc, si l'on remet les choses à leur place, il y a les exigences formulées par l'Union européenne auxquelles Sarkozy se rallie sans sourciller d'un côté, de l'autre, il y a la réalité sociale et la lutte des classes en France qui peuvent à tout moment contrecarrer leur plan conjoint de destruction de nos droits sociaux et dont ils doivent tenir compte, d'où la prudence affichée par Sarkozy.

Pourquoi ne pas dire les choses simplement monsieur Gluckstein ? Parce que la lutte de classe du prolétariat pourrait se diriger contre Sarkozy et son gouvernement ce qui ne correspond pas à votre ligne politique entièrement tournée vers Bruxelles ? Pourquoi ne dites-vous pas un mot sur le gouvernement et les institutions de la Ve république ? Étrange absence ou oubli pour qui entend poser la question du pouvoir politique dans ce pays. Et pour cause, lisons la suite.

(...)

« En réalité, Sarkozy ne joue ici qu'un rôle subsidiaire des institutions de l'Union européenne. Ce sont elles, Banque centrale en tête — qui elle-même ne fait que répercuter les exigences de la Réserve fédérale des États-Unis, d'une part, et du Fonds monétaire international (FMI), d'autre part —, mais aussi Parlement européen et Commission de Bruxelles, qui imposent la véritable chape de plomb des mesures destructrices qui frappent dans tous les domaines la classe ouvrière et la démocratie. »

Tout y passe, il ne manque plus que le plombier polonais ! Sauf, vous l'aurez remarqué, le gouvernement Sarkozy-Fillon qui ne serait responsable de rien si l'on comprend bien, en dehors d'obéir servilement à leurs maîtres situés outre-atlantique, à Bruxelles ou à Strasbourg. Il est vrai que c'est moins exotique que le Porto Allègre au Brésil des altermondialistes, mais les discours se ressemblent et le résultat est finalement le même : préserver à tout prix le gouvernement et les institutions de toute attaque ou remise en cause. Et vous savez pourquoi ? Pardi, parce qu'ils seraient les dépositaires du peu de démocratie qui demeure encore dans ce pays contre les vilains prédateurs venus d'ailleurs ! Consternant à la longue.

« Ne faut-il pas dire clairement une fois pour toutes : le retour à la démocratie exige que l'on sorte des institutions de l'Union européenne ?

La crise que traverse le pays tient-elle à autre chose qu'au refus des dirigeants des partis «de gauche» de s'engager sur cette voie, précipitant ainsi la crise de leurs propres organisations ? »

Qui on ? Messieurs les représentants du capital ? Vérifions-le. De qui pourrait-il s'agir d'autres en dehors de l'incapacité dans laquelle se trouve le prolétariat de mettre en oeuvre immédiatement une politique conforme à ses intérêts ? Et revoilà les « *dirigeants des partis « de gauche »* » appelés à la rescousse pour engager un programme de rupture avec le capitalisme, alors que cette hypothèse invraisemblable (*Programme de transition*) s'est révélée dans la pratique totalement impossible au cours du XXe siècle. Monsieur Gluckstein n'est plus trotskyste, il faudrait le signaler aux médias qui ne l'ont toujours pas compris. Quant à la « *crise de leurs propres organisations* », nous nous en réjouissons contrairement à Gluckstein qui s'en afflige. Qu'ils disparaissent !

« Comment comprendre, du côté du Parti socialiste, que l'annonce de la candidature, présentée par Sarkozy, de Strauss-Kahn comme directeur du FMI soit saluée par un dirigeant du PS comme « un honneur pour tous les socialistes » (1) ? »

Il n'y a rien à comprendre, les choses sont suffisamment claires : le PS est un parti bourgeois, point. Tous les « socialistes » se ressemblent et se rassemblent sur le soutien à apporter au capitaliste. Y aurait-il là un mystère à éclaircir monsieur Gluckstein ?

« Comment comprendre que les responsables socialistes à l'Assemblée nationale approuvent la mise au point du nouveau traité européen ? »

Même remarque. Il prend décidément les travailleurs et les militants pour des demeurés, c'est grotesque et pitoyable à la fin.

« Comment comprendre, du côté du Parti communiste, le soutien apporté par Marie-George Buffet à l'autonomie-privatisation des universités ? »

Le PCF se traîne à la remorque du PS, il ne peut faire ni plus ni moins, pas de quoi s'en étonner et en faire un plat cent fois réchauffé, sauf à vouloir sauver absolument ces partis.

« Comment comprendre que, sous le titre « Europe minimale non, Europe sociale oui », le Parti de la gauche européenne (2) décide de « multiplier les réunions et débats pour faire connaître ses propositions pour une politique alternative dans le cadre de l'Union européenne » (déclaration du 8 juillet 2007) ? »

Le partage des rôles monsieur Gluckstein : aux uns le soutien ouvert à l'Union européenne, au PT de soutenir plus surnoisement ou avec plus d'habileté le gouvernement Sarkozy-Fillon et les institutions au nom de la défense de la démocratie... bourgeoise, de la « république » du même nom, de la « nation », du « pays », de « notre » industrie, etc.

(...)

« L'unité pour le retour à la Sécurité sociale de 1945 et contre le démantèlement des services publics et des emplois publics exige que soit ouverte la perspective de la sortie pure et simple des institutions de l'Union européenne. »

De quelle unité veut-il parler ? De l'unité des partis traditionnels du mouvement ouvrier qui soutiennent le gouvernement et qu'une partie des dirigeants du PS ont rejoint ? Le fameux front unique qui nous a conduit à la situation actuelle ? Non merci monsieur Gluckstein, vous ne nous entraînez pas à la suite de votre propre faillite politique. L'unité des partis, organisations et groupes anticapitalistes, d'accord, mais l'unité avec Allègre, Lang, Bockel, Jouyet, Kouchner et Cie., c'est non !

C'est la prise de conscience du prolétariat de la nécessité d'en finir avec le régime capitaliste et de poser la question pratique du pouvoir politique, d'où découle naturellement la question déterminante des moyens pour la résoudre, la construction du parti, qui seule permettra au prolétariat de renverser la Ve République et de s'ériger en classe dominante et par conséquent de sauver la Sécurité sociale, les services publics, etc.

« Cette proposition ne s'inscrit-elle pas tout naturellement dans le débat ouvert sur la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant ? »

On connaît tous les vertus naturelles du « débat » version Gluckstein. La discussion est close désormais ne vous en déplaise. Il ne pourra y avoir de construction d'un parti révolutionnaire, communiste et internationaliste que sur la base du programme de la révolution socialiste internationale intégrant les enseignements de la lutte des classes du siècle dernier, et non sur celui du social-patriotisme et la défense de la démocratie bourgeoise. Ce n'est pas une recette miracle, c'est la seule méthode que l'on n'a jamais essayé depuis un certain octobre 1917, cela vaut le coup de tenter, vous ne pensez pas ?

(1) *Claude Bartolone, RMC Info, 10 juillet.*

(2) *Qui regroupe le PCF en France et différents partis, qui, comme Die Linke en Allemagne, Refondation communiste en Italie et le Bloc de gauche au Portugal, associent des secteurs venus des PC et les amis de Krivine-Besancenot.*